

Revue de **DROIT FISCAL**

7 MAI 2015, HEBDOMADAIRE, N° 19-20 - ISSN 1279-8436

Le prochain numéro de la revue paraîtra le jeudi 21 mai 2015

Directeurs scientifiques :
Florence DEBOISSY
Alexandre MAITROT DE LA MOTTE
Jean-Luc PIERRE

Rédacteur en chef :
Thomas JACQUEMONT

- 300 **ÉTUDES**
Restructuration de la dette des entreprises
en difficulté : quelques considérations fiscales
Par Alexandre LAGARRIGUE et Katia GRUZDOVA
- 301 Location meublée et pacte Dutreil : l'eau civile
et l'huile fiscale
Par Frédéric DOUET
- 302 Une nouvelle profession réglementée :
le monteur en défiscalisation outre-mer
Par Michel ZUIN
- 303 L'expertise des articles 1651 M et 1653 BA du CGI
(et retour sur l'article L. 103 A du LPF)
Par Thierry SAINT-BONNET
- 308 **COMMENTAIRE**
Peut-on déroger à une convention d'intégration ?
CAA Versailles, 30 déc. 2014, SA Safran, concl. Bruno COUDERT,
note Patrick FUMENIER

Également cette semaine

- 304 **BIC** - L'application de l'article 151
septies dans les sociétés de per-
sonnes (CE, 17 févr. 2015,
concl. E. CORTOT-BOUCHER,
note M. CHADEFaux)
- 305 Pas de décision de gestion en l'ab-
sence de faculté juridique d'option
(TA Montreuil, 23 févr. 2015,
note A. MARMIER)

Sommaire

Actualités

page 2

Aperçu rapide, Arnaud de BISSY, La décision d'annulation par une société de ses propres titres initialement rachetés pour être cédés est une cession ! p. 2, Aperçu rapide, Ludovic BERNARDEAU, Récupération des pertes de filiales étrangères, Un effet Papillon dans l'ombre de Marks & Spencer ou l'obscur clarté (de la Cour de justice) devant le Conseil d'État ? p. 4, Aperçu rapide, Catherine CASSAN, Des documents illégalement saisis ne peuvent pas servir à établir une imposition p. 6, L'information en continu p. 8, Échos, communiqués et opinions p. 15, Agenda p. 16

Études

page 17

- 300 Alexandre LAGARRIGUE, Katia GRUZDOVA - Restructuration de la dette des entreprises en difficulté : quelques considérations fiscales
- 301 Frédéric DOUET - Location meublée et pacte Dutreil : l'eau civile et l'huile fiscale
- 302 Michel ZUIN - Une nouvelle profession réglementée : le monteur en défiscalisation outre-mer
- 303 Thierry SAINT-BONNET - L'expertise des articles 1651 M et 1653 BA du CGI, (et retour sur l'article L. 103 A du LPF)

Commentaires

page 37

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- 304 Martial CHADEFEAUX - L'application de l'article 151 septies dans les sociétés de personnes, ou comment mesurer la taille de ce qui est transparent ? (CE 3^e et 8^e ss-sect., 17 févr. 2015) - Conclusions Emmanuelle CORTOT-BOUCHER
- 305 Antoine MARMIER - Pas de décision de gestion en l'absence de faculté juridique d'option (inscription de biens, initialement portés à leur valeur comptable, à leur valeur vénale) (TA Montreuil, 1^{re} ch., 23 févr. 2015)
- 306 Bruno SIBILLI - Taux réduit de 15 % : appréciation du chiffre d'affaires d'une société de vente volontaire aux enchères publiques de meubles (TA Paris, 1^{re} sect., 2^e ch., 21 nov. 2014)
- 307 Imposition forfaitaire annuelle des établissements de crédit : détermination de l'assiette selon les règles du Comité de la réglementation bancaire (TA Montreuil, 1^{re} ch., 23 févr. 2015) - Conclusions Antoine MARMIER
- 308 Patrick FUMENIER, Clara MAIGNAN - Peut-on déroger à une convention d'intégration ? (CAA Versailles, 3^e ch., 30 déc. 2014) - Conclusions Bruno COUDERT

IMPÔTS LOCAUX

- 309 Cotisation minimum : appréciation du chiffre d'affaires d'une société de vente volontaire aux enchères publiques de meubles (TA Paris, 1^{re} sect., 2^e ch., 21 nov. 2014)

PROCÉDURES FISCALES

- 310 Proposition de rectification : notification à l'adresse de résidence effective en cas de fictivité du domicile indiqué par le contribuable (oui) (CE 3^e et 8^e ss-sect., 3 déc. 2014)
- 311 Bruno SIBILLI - Précisions sur la nature juridique et le régime contentieux des frais de poursuite (TA Paris, 1^{re} sect., 2^e ch., 16 déc. 2014)